

## La compétitivité globale des pays en 2011 selon le *World Economic Forum*

### Un classement structurel sous influence... de la conjoncture

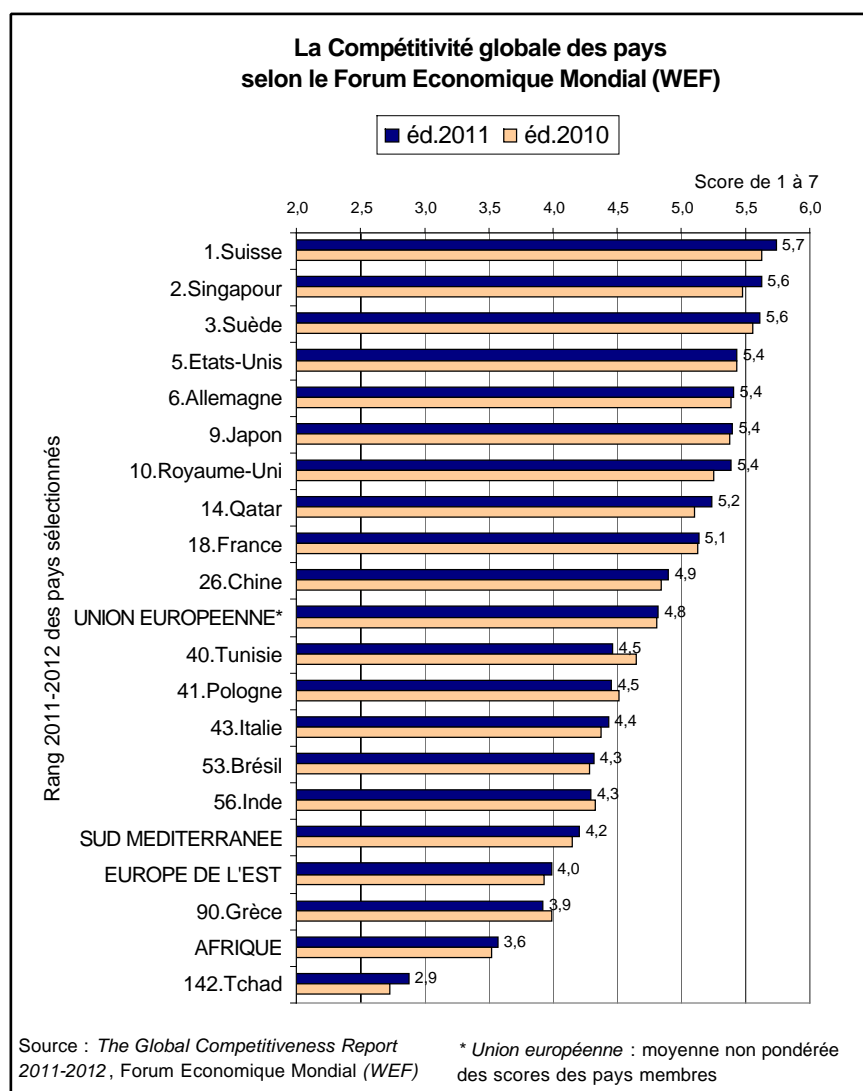
**Edouard Mathieu**

Chercheur associé à HEC Executive Education  
Économiste à la DATAR<sup>1</sup>

**Bertrand Moingeon**

Professeur et  
Directeur Général adjoint de HEC Paris.  
Directeur de l'Institut de l'Europe d'HEC

La compétitivité des pays est a priori une notion très structurelle. Le classement annuel du *World Economic Forum* (WEF) synthétise les performances des pays dans des domaines à variation lente comme : les institutions, les infrastructures, le système de santé et d'éducation, la fluidité et l'efficacité des marchés, l'excellence des entreprises... Dans ce modèle, la conjoncture n'intervient guère que dans un seul « pilier de la compétitivité » parmi douze : l'environnement macroéconomique. Mais un grand nombre de données utilisées proviennent d'une enquête de perception réalisée au printemps dans chaque pays par un institut partenaire, comme HEC pour la France. Or, les perceptions peuvent changer plus rapidement que les réalités, sous l'influence d'une conjoncture chahutée ou de divers événements marquants. C'est particulièrement frappant dans le palmarès 2011.



Le trio de tête reste le même : Suisse, Singapour et Suède. Mais une conjoncture perçue comme favorable – notamment par les Suisses – influence les opinions des communautés d'affaires de ces pays qui ont tendance à fortement « positiver », ce qui augmente encore leurs scores.

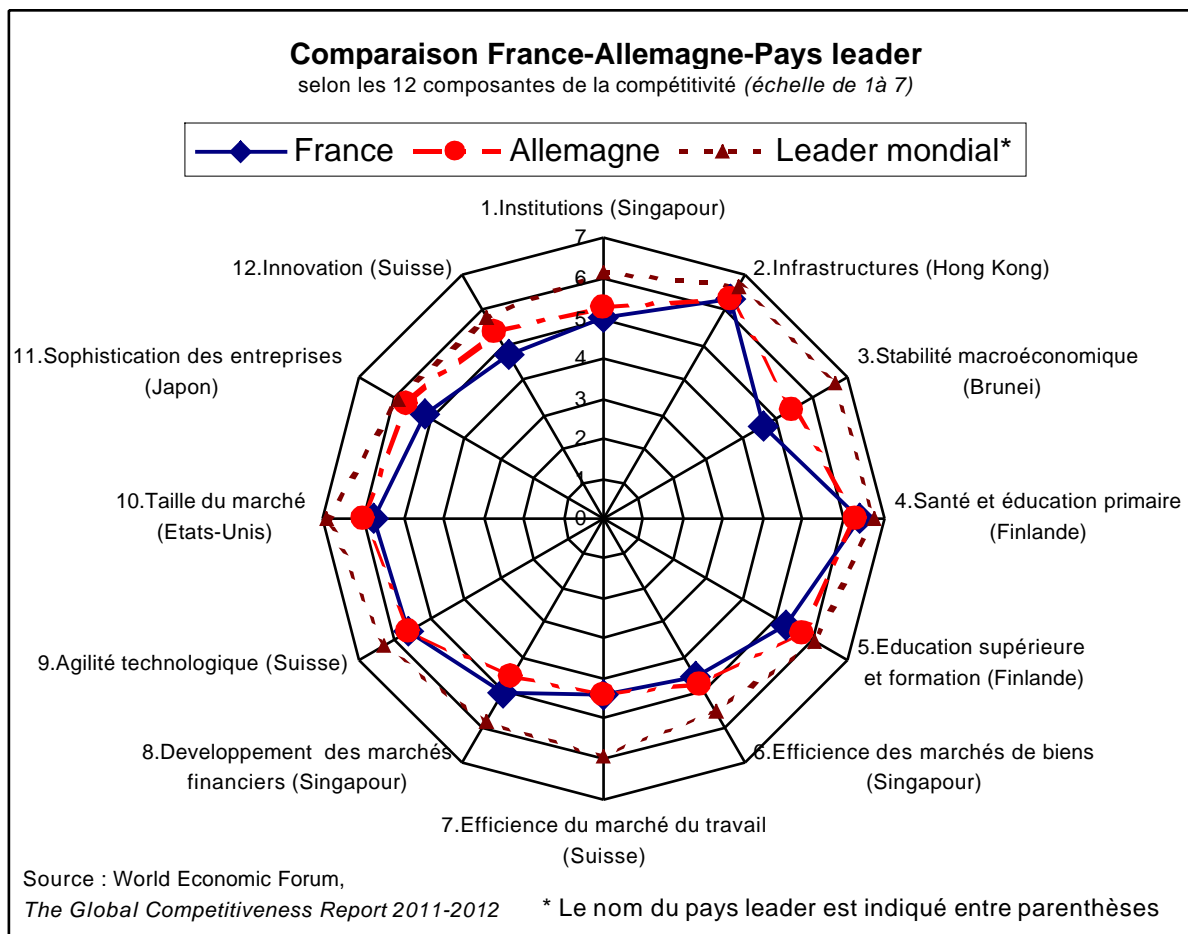
Les *Etats-Unis* continuent de descendre dans le classement, à la cinquième place. Les difficultés objectives du pays – financières et budgétaires notamment – rendent les hommes d'affaires Américains très pessimistes dans leurs réponses, avec des évaluations à la baisse dans presque tous les domaines.

Plusieurs *pays pétroliers* progressent par contre dans le classement, sous l'effet combiné des prix du pétrole, de progrès réels et de l'optimisme des milieux d'affaires qui répondent à l'enquête du WEF. C'est notamment le cas de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui gagnent respectivement trois et quatre places.

<sup>1</sup> Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale.

Le « printemps arabe » n'en était qu'en ses débuts au moment de l'enquête. Si ses conséquences de long terme devraient être positives, dans l'immédiat il se traduit par un recul des pays concernés dans le classement. Les incertitudes intrinsèques à de tels événements et un regard devenu plus critique expliquent par exemple que la Tunisie recule de la 32<sup>ème</sup> à la 40<sup>ème</sup> place. Parmi les pays émergents, la Chine et le Brésil continuent de progresser. La Chine est désormais 27<sup>ème</sup>, ce qui la place devant la moyenne de l'Union européenne. L'Union européenne présente il est vrai des résultats très dispersés, avec six membres dans le top 10, tandis que la Grèce continue de descendre le classement, au 90<sup>ème</sup> rang.

L'importance de la France et de l'Allemagne dans l'Eurozone, et les meilleures performances macroéconomiques allemandes, ont suscité récemment plusieurs études comparatives<sup>2</sup>.



Les analyses du WEF soulignent une assez grande similitude entre les deux économies (voir graphique). Leurs scores sont d'ailleurs globalement stables entre 2010 et 2011, même si l'Allemagne perd une place et la France trois dans le palmarès. Les deux pays sont ainsi au top mondial dans les infrastructures (avec des scores peu différents du leader mondial, Hong Kong), la santé et l'éducation primaire (leader : Finlande), mais ils se retrouvent en queue de peloton – pour des raisons différentes – en ce qui concerne l'efficience du marché du travail (leader : Suisse). Leurs performances sont également proches en matière d'efficience des marchés de biens (leader : Singapour), d'agilité technologique incluant les TIC (leader : Suisse), d'institutions (leader : Singapour) et de taille de marché (leader : Etats-Unis). Mais la France accuse un retard par rapport à l'Allemagne non seulement dans les performances macroéconomiques (leader : Brunei) mais aussi - dans une moindre mesure -, dans l'éducation supérieure, l'innovation et le mode de gestion des entreprises (leaders : Finlande, Suisse et Japon).

<sup>2</sup> Voir par exemple le rapport : *Mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne*, COE-REXECODE, dir. Michel Didier, janvier 2011. Les informations contenues dans l'enquête du WEF, plus détaillées que ce que l'on peut en rapporter ici, convergent largement avec les observations du COE-REXECODE.